

Le baromètre du greffe du Tribunal de commerce de Paris Pour mars 2003

Retrouvez chaque mois un indicateur de référence
de la vie des entreprises de la capitale

Un mois de mars morose pour l'économie parisienne en dépit des 2 718 nouvelles immatriculations au Registre du commerce (soit +7,9% par rapport à mars 2002)

**487 jugements d'ouverture prononcés par le Tribunal de commerce
(soit - 7,4% par rapport à mars 2002)**

- **Baisse de 24,2% des inscriptions modificatives au Registre du commerce**
- **Baisse de 10,2% des radiations d'entreprises sur déclaration du dirigeant**
- **Baisse de 3,2% des investissements des entreprises ou des crédits bancaires**
- **Hausse de 4,9% de l'endettement fiscal**

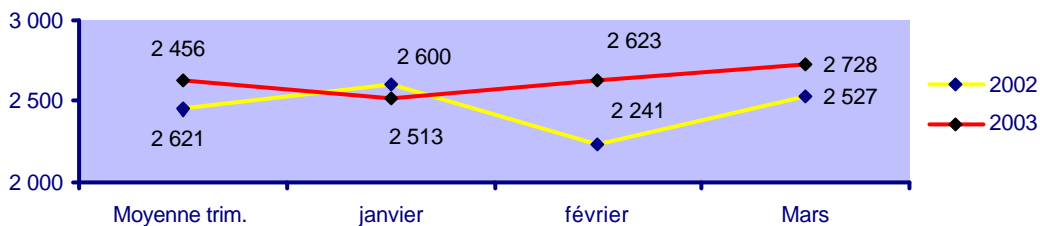
➤ **Le commentaire de Pascal BEDER, greffier associé du Tribunal de commerce de Paris :**

« La poursuite des immatriculations de nouvelles entreprises au Registre du commerce représente l'un des seuls points positifs pour l'économie de Paris intra-muros en mars, dans un contexte économique plutôt morose par ailleurs. La progression de 7,9% des immatriculations trouve probablement sa source dans la concrétisation des projets de création d'entreprises lancés à la faveur des mesures d'aides et de simplification prévues dans le projet de loi sur l'initiative économique, et annoncées depuis plusieurs mois.

En revanche, les entreprises parisiennes ont fortement ressenti les effets négatifs d'une conjoncture économique difficile. Les dirigeants semblent faire preuve d'un certain attentisme : les inscriptions de nantissement déposées au greffe, qui reflètent les investissements des entreprises ou des crédits bancaires, subissent une baisse de 3,2%. Les inscriptions modificatives, relatives à des changements au sein des entreprises ou à des restructurations, diminuent de 24,2%. Toujours en mars, les entreprises ont également rencontré des difficultés pour régler leurs impôts, ainsi qu'en témoigne la hausse de leur endettement fiscal : +5% en volume en mars 2003.

Le Tribunal de commerce a prononcé 487 jugements d'ouverture ce mois-ci. Les dirigeants des petites et moyennes structures n'attendent pas que l'hémorragie soit impossible à juguler avant de venir déposer leur déclaration de cessation des paiements. Ceci explique, qu'à l'instar du mois précédent, le nombre de jugement d'ouverture se maintiennent à un niveau élevé. »

➤ **Registre du commerce : la création d'entreprises en hausse de 7,9% (par rapport à mars 2002)**

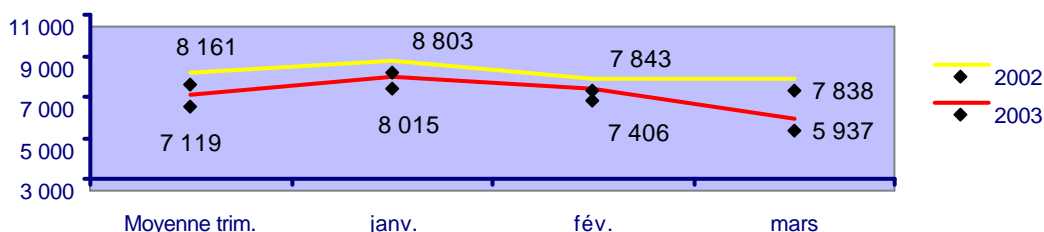


En mars 2003, 2 728 nouvelles entreprises se sont immatriculées au Registre du commerce, soit une hausse de 7,9% par rapport à mars 2002, et de 4% par rapport à février 2003.

A l'origine de ce résultat positif, l'augmentation des immatriculations de sociétés commerciales : +9,2% (2 009 immatriculations en mars 2003, contre 1 840 en mars 2002), et de sociétés civiles : +11,5% (543 immatriculations en mars 2003, contre 487 en mars 2002).

7 864 nouvelles entreprises se sont immatriculées au 1^{er} trimestre 2003 à Paris, contre 7 368 au 1^{er} trimestre 2002, soit une hausse de 6,7%.

➤ **Inscriptions modificatives au Registre du commerce en baisse de 24,2% (par rapport à mars 2002)**

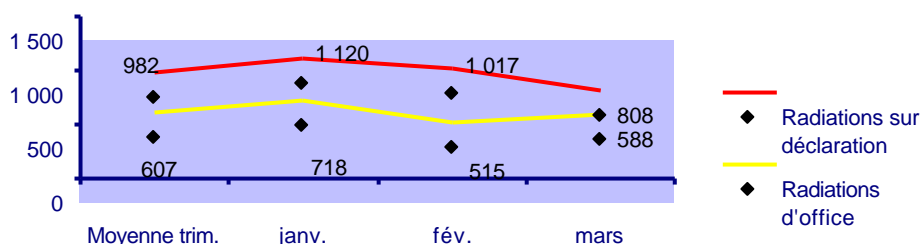


Pour le troisième mois consécutif, les inscriptions modificatives affichent une baisse : 5 937 formalités enregistrées au Registre du commerce, soit une baisse de 24,2 % par rapport à mars 2002. Au total, 21 358 modifications ont été effectuées par les dirigeants au 1^{er} trimestre 2003, soit -12,8% par rapport au 1^{er} trimestre 2002.

Le ralentissement de l'activité économique génère une baisse des formalités légales modificatives : les dirigeants attendent probablement une reprise de la conjoncture économique pour effectuer des changements au sein de leur entreprise.

Rappel : les inscriptions modificatives sont révélatrices de l'évolution des entreprises. Elles concernent les changements qui interviennent dans les entreprises, telles que les augmentations de capital, les transformations de forme juridique, les changements de dirigeant, l'ajout d'un nom commercial ou d'une enseigne, le transfert de siège social, etc....

➤ **Radiations d'entreprises sur déclaration du dirigeant : en baisse de 10,2% ; radiations d'office du Registre du commerce : en baisse de 49% (par rapport à mars 2002)**



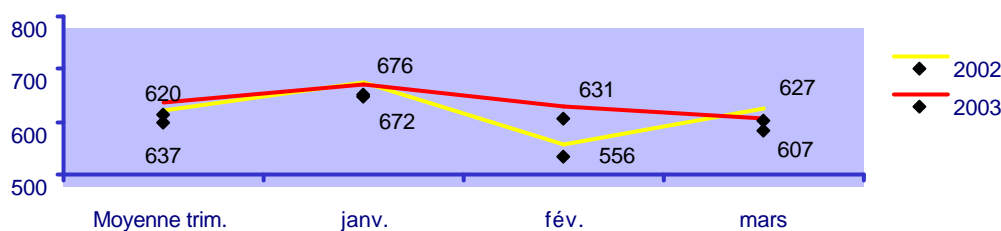
Après s'être maintenues à un niveau élevé en janvier et en février, les radiations volontaires d'entreprises enregistrent une baisse de 10,2% en mars 2003 par rapport à mars 2002.

Le greffe apure régulièrement ses fichiers et radie d'office les entreprises sans activité qui ont omis d'effectuer leur déclaration auprès du Registre du commerce. Les radiations d'office sont également en baisse : -49% par rapport à mars 2002.

Au titre du 1er trimestre 2003, 2 918 entreprises ont disparu à Paris, contre 5 533 au 1^{er} trimestre 2002, soit une baisse de 47,2%.

A noter : Le greffier procède à la radiation d'office des entreprises pour différents motifs, qui sont les suivants : clôture des opérations de liquidation pour les entreprises faisant l'objet d'une liquidation judiciaire, radiation par ordonnance du juge-commissaire à la surveillance du Registre du commerce en raison de diverses irrégularités, transferts de sièges sociaux ...

➤ **Investissements des entreprises ou crédits bancaires en baisse de 3,2% (par rapport à mars 2002)**



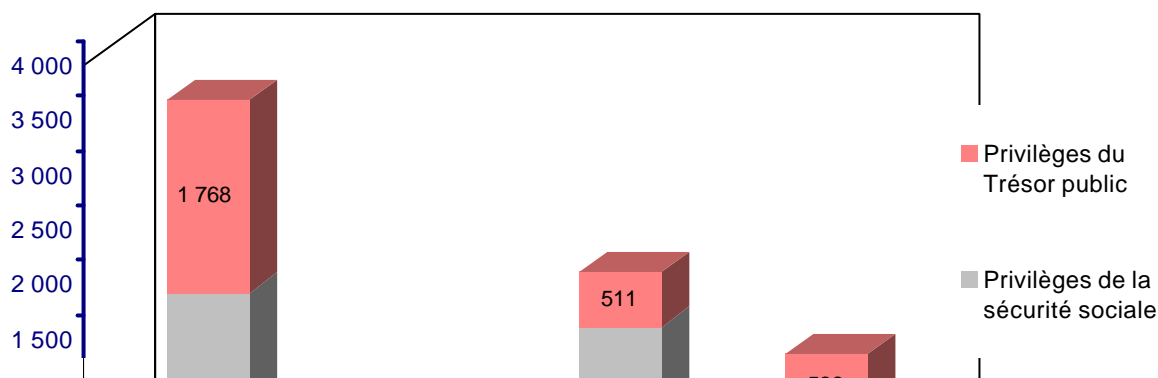
607 inscriptions de nantissement ont été prises en mars 2003, contre 627 en mars 2002, soit -3,2%.

Les inscriptions déposées au greffe par les banques baissent de 4,9% en mars 2003. En revanche, les transactions portant sur des ventes ou des achats de fonds de commerce se sont montrées dynamiques en mars, ainsi qu'en témoigne la progression de 35,7% des inscriptions de privilèges du vendeur.

Au titre du 1^{er} trimestre 2003, les inscriptions de nantissements augmentent de 2,8% (par rapport au 1^{er} trimestre 2002).

A noter : Les inscriptions de nantissements de fonds de commerce et outillage reflètent les investissements réalisés par les entreprises par le truchement de prêts bancaires en matière de biens d'équipement et de cessions de fonds de commerce.

➤ **Endettement fiscal : en hausse de 4,9% ; Endettement social : en baisse de 53,5% ; (par rapport à mars 2002)**

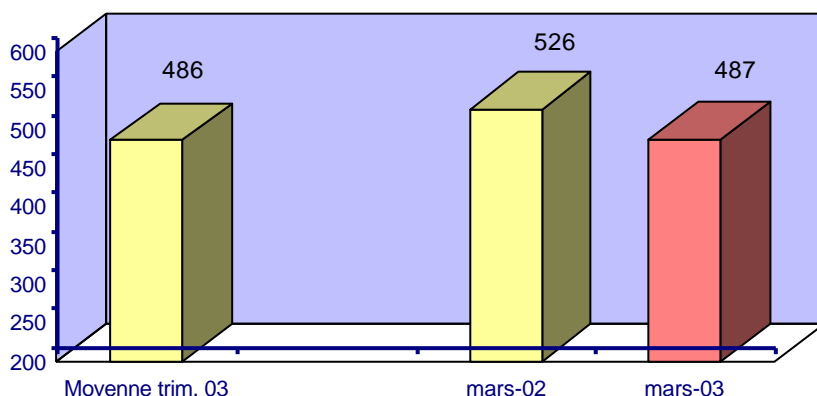


Les inscriptions de privilèges du Trésor public affichent une hausse de 4,9% en mars 2003 : 536 inscriptions contre 511 en mars 2002. 5 304 inscriptions ont été prises par le Trésor public auprès du greffe au 1^{er} trimestre 2003, soit une progression de 10,5% en volume par rapport au 1^{er} trimestre 2002. En valeur, la dette fiscale moyenne des 536 s'élève à 1 188 000 euros en mars 2003, soit 6% de plus que la dette fiscale mensuelle moyenne pour 2002.

Pour le second mois consécutif, les inscriptions de privilèges de la sécurité sociale déclarées au greffe sont en baisse : 676 inscriptions en mars 2003, contre 1 455 en mars 2002, soit une baisse de 53,5%. Elles devraient néanmoins reprendre en avril. En valeur, les inscriptions subissent une augmentation de 2% par rapport à la dette sociale mensuelle moyenne pour 2002.

A noter : Les inscriptions de privilèges de la sécurité sociale et du Trésor public reflètent l'endettement social et fiscal des entreprises déclaré au greffe. Elles augmentent en volume aux périodes d'échéance de paiement des cotisations.

➤ **Jugements d'ouverture de procédures collectives prononcés en mars 2003 (baisse de 6% par rapport à mars 2002)**



Le Tribunal de commerce de Paris a rendu 487 décisions d'ouvertures de redressement et de liquidation judiciaires en mars 2003, contre 526 en mars 2002, soit -7,4%. Les juges avaient prononcé un nombre élevé de décisions en mars 2002 en raison de l'arrêt de leurs activités juridictionnelles en février 2002.

Au 1^{er} trimestre 2003, le Tribunal a rendu 1 457 jugements d'ouverture, contre 1 149 au 1^{er} trimestre 2002, soit +26,8%.

A titre d'indicateur, signalons que la moyenne mensuelle du nombre de jugements d'ouverture s'est établie à 393 décisions en 2002, et à 555 en 1993, qui représente la moyenne mensuelle la plus élevée de ces 10 dernières années.

221 dirigeants d'entreprises sont venus au greffe en mars pour y effectuer le dépôt de leur déclaration de cessation des paiements (soit le même nombre qu'en mars 2002). Le Tribunal prononcera un jugement d'ouverture de procédures collectives à l'encontre de ces entreprises en avril ou mai 2003.

➔ **Le passif cumulé déclaré au greffe en baisse de 23,3% (par rapport à mars 2002)**

A l'instar de février, les entreprises défailtantes de mars sont de petites et moyennes structures qui ont déclaré un passif cumulé global de 78 767 000 euros, soit une baisse de 23,3% par rapport à mars 2002.

L'endettement moyen de ces entreprises défailtantes subit également une baisse : 161 700 euros en mars 2003, soit -17% par rapport à mars 2002.

Au titre du 1^{er} trimestre 2003, les entreprises en redressement ou en liquidation judiciaire cumulent 269 108 000 euros de dettes, soit -36,7% par rapport au 1^{er} trimestre 2002.

→ **886 salariés directement concernés par les défailtances**

Les redressements et les liquidations judiciaires prononcés par le Tribunal en mars ont concerné au moins 886 salariés. Les branches d'activité les plus touchées sont l'immobilier et les services aux entreprises (263 personnes), l'industrie (202 personnes), et la construction (138 personnes).

➤ **La Prévention des difficultés des entreprises**

222 dirigeants d'entreprises en difficulté ont été entendus par les juges chargés de la prévention en mars 2003, ce qui porte à 537 le nombre de rendez-vous assurés au 1^{er} trimestre 2003 (107 rendez-vous au 1^{er} trimestre 2002, en raison de l'arrêt des activités juridictionnelles du Tribunal en février 2002). Depuis le début de l'année 2003, les juges intensifient les rencontres avec les dirigeants en vue de faire le point sur leurs difficultés économiques et financières, et de les orienter, le cas échéant, vers des professionnels susceptibles de les épauler.

En mars 2003, le service de la Prévention a détecté 193 nouvelles entreprises potentiellement en difficulté, soit un total de 577 entreprises au titre du 1^{er} trimestre 2003 (contre 261 au 1^{er} trimestre 2002).